- 5 -

Le Président : M. le premier ministre.

M. Philippe Couillard

M. Couillard : M. le Président, je suis en accord avec une bonne partie de l'intervention de mon collègue, bien sûr pas toute, comme on peut le soupçonner, mais effectivement il y a un lien de fierté qui unit les Québécois à Bombardier depuis bien des années. On est très fiers lorsqu'on voit leurs trains vendus à l'autre bout du monde, lorsqu'on voit leurs avions porter les couleurs des autres compagnies aériennes dans le monde entier. On est très fiers d'avoir la plus grande compagnie industrielle du Canada chez nous, avec son siège social chez nous.

Mais, à partir de jeudi, ce lien de confiance et, je dirais même, d'affection a été fragilisé, très fragilisé, ce qui nous rappelle qu'une grande entreprise, quelle qu'elle soit, ne peut jamais perdre le contact avec son environnement social, la communauté qui l'a vue naître et la communauté qui la soutient encore aujourd'hui. Et on va continuer à soutenir l'entreprise et, au-delà de l'entreprise, M. le Président, les 40 000 emplois, les 40 000 emplois du secteur aéronautique, en se souvenant toujours que Bombardier, c'est le socle du secteur aéronautique.

Maintenant, on a effectivement communiqué cette grande déception, cette frustration à la direction de Bombardier. Ils avaient déjà posé un geste, qui n'était pas suffisant. Le deuxième geste l'est. Pourquoi l'est-il? Parce que les augmentations qui ont été annoncées ne seront versées que si et seulement si l'entreprise accroît ses activités, par exemple passe son chiffre d'affaires de 16 à 25 milliards. Et, si ça arrive, tout le monde est gagnant : plus d'argent qui rentre dans Bombardier, plus d'impôt pour payer nos services publics, plus d'avions vendus, fabriqués, plus d'emplois chez nous, et, bien sûr, l'investissement, et non pas la subvention, l'investissement que le gouvernement du Québec a fait devient rentable.

2) Donc, si ce n'est pas rentable pour les Québécois, il n'y aura pas d'augmentation pour les dirigeants. Ça a été bien expliqué, c'était la chose qu'il fallait faire. Moi, je souhaite maintenant que Bombardier atteigne ses objectifs. Je souhaite qu'ils atteignent leurs objectifs...

Le Président : En terminant.

M. Couillard : ...et on va les appuyer pour ça, M. le Président.

Le Président : Première complémentaire, M. le chef de l'opposition.

M. Jean-François Lisée

M. Lisée : Bon, on a entendu le fond de la pensée du premier ministre, qui n'a pas demandé l'annulation des augmentations de 50 %, il ne l'a pas demandée, et il pense que, si l'augmentation se fait avec un an de retard, tout le monde est gagnant. Ce n'est pas le cas. Les 5 000 personnes qui ont perdu leurs emplois ne retrouveront pas leurs emplois. Seulement ceux qui vont avoir 9 millions de dollars par année vont être gagnants.

C'est combien, trop, pour le premier ministre? C'est combien, trop?